

LE 12 OCTOBRE

Les manifestations organisées, à l'initiative de la C.G.T.F.O., le 12 octobre 1993, ont trouvé un large écho chez les travailleurs qui, contrairement à Nicole NOTAT, ne séparent pas la lutte contre le chômage du combat à mener pour le rétablissement du pouvoir d'achat. Rappelons également que le 12 octobre, cheminots et postiers, ont débrayé massivement.

La Commission Exécutive de la C.G.T.F.O., en lançant son appel «aux travailleurs et à leurs organisations syndicales» n'avait pas la naïveté d'imaginer que des manifestations, même réussies, suffiraient à inverser le cours d'une politique dictée par les instances de l'Europe communautaire et subsidiaire et poursuivie avec opiniâtreté par les différents gouvernements (de droite ou de gauche) qui se sont succédés depuis, maintenant, un peu plus d'une décennie.

Les militants syndicalistes savaient qu'il ne s'agissait que d'une étape préparant et annonçant la mobilisation générale que les travailleurs décideront eux-mêmes. En ce sens, l'appel à manifester en fin de journée et non à une grève de 24 H. marquait la volonté de la centrale de l'Avenue du Maine de ne pas s'engager dans la tactique des journées d'action à répétition et autres grèves tournantes destinées, par leur inefficacité, à démoraliser les travailleurs et à leur interdire toute issue vers une action généralisée seule capable de faire reculer les réactionnaires de Bruxelles et d'ailleurs.

De ce point de vue, l'âpreté de la grève que les travailleurs d'Air France ont mené dans l'unité constitue un avertissement que le gouvernement a bien fait de prendre en compte. Il faut également accorder toute l'attention qu'elle mérite à l'agitation estudiantine qui exprime un malaise qu'il sera plus difficile de «récupérer» qu'en 1968.

Mais, on aurait tort de considérer les organisations syndicales comme un bloc homogène. Toutes sont, plus ou moins, investies par des courants peu ou prou ralliés à «l'économie de marché» qui, comme certains en 1940, considèrent la «nouvelle Europe» comme inévitable et s'efforcent, par tous les moyens, d'entraver le développement des processus de lutte des classes.

Telle était, par exemple, la signification des consignes données par les «néo-staliniens recompositeurs» de la C.G.T. qui, faute de pouvoir s'opposer efficacement à la volonté unitaire de leurs propres militants opposaient à la manifestation en fin de journée un mot d'ordre de débrayage à 10 h 30, autrement dit le recours à une grève de 24h qui n'ose dire son nom. Et à ce propos, il ne faudrait pas que nos camarades cèdent à la facilité.

Certes, l'ennemi principal reste l'appareil réactionnaire de la C.F.D.T., forgé patiemment par la hiérarchie catholique contre les organisations traditionnelles de la classe ouvrière.

Pour autant, cela ne saurait conduire à se faire des illusions sur la nature de l'appareil néo-stalinien, fruit décomposé du «compromis historique» et qui, aujourd'hui encore, dirige la C.G.T.

Autrement dit, mieux vaudrait ne pas confondre «front unique ouvrier» avec «front uni des appareils».

Alexandre HÉBERT,

PETIT ARTICULET SUR QUELQUES ÉCRITS DE NOTRE TEMPS...

FRANÇOIS MITTERRAND EST-IL VRAIMENT DE DROITE ?

Heureusement des témoignages, de toute première valeur, de gens célèbres de droite, attestent de la parfaite moralité de François Mitterrand en la matière.

Ainsi, ceux de Jacques Lang et de Raymond Barre qui vouent leur vie au *Fonds Monétaire International*. Ceux de Michel Rocard, scout, et parfait chrétien, de Jacques Delors bras armé de Vatican II, de Margaret Thatcher mère du conservatisme britannique, de Jacques Isorni, avocat qui n'eut jamais comme seul client unique Philippe Pétain, Maréchal de France.

Tenez, puisque l'on parle du Maréchal: François Mitterrand n'a-t-il pas loyalement servi en son temps celui qui avait fait don de sa personne à la France? N'en a-t-il pas été justement récompensé par cette breloque - véritablement brevet de droiture - que représentait la francisque? N'a-t-il pas déserté les universités d'été (et même d'hiver) qu'organisaient alors dans des camps si conviviaux des socialistes à tendance nationale?

Un rappel encore: cette malheureuse affaire des fuites pendant la guerre d'Indochine. François Mitterrand était une fois de plus injustement attaqué dans cette ténébreuse affaire. N'a-t-il pas choisi pour sa défense l'excellent Robin Jean-Louis Tixier-Vignancourt, qui le mit hors du coup, contre toute une meute déchaînée qui en voulait à son honneur. (Jean-Louis Tixier Vignancourt qui fit voter pour François Mitterrand au second tour des élections présidentielles de 1965).

Et lorsqu'il craignait pour sa famille, n'a-t-il pas pris soin de la mettre à l'abri, encore, chez son ami Isorni, le défenseur perpétuel de Pétain?

Alors, venir le chicaner aujourd'hui, en susurrant perfidement qu'il serait un peu démocrate sur les bords, c'est vraiment trop bas, c'est vraiment trop laid...

Tout le monde oublie les gages qu'il a donnés à la droite. Cette droite dont on voudrait lâchement le priver alors qu'il lui a consacré toute son existence...

On fait fi - de façon malhonnête - de ses engagements, de son éducation chez les bons pères, de son admirable comportement pendant la guerre d'Algérie.

Peut-on être assez vil pour passer sous silence sa détermination à soutenir l'Algérie Française de tout son être, pour ne pas se souvenir de son amitié avec les grands Soldats du Djebel: Salan et quelques autres. «*Asinus asinum fricat*».... l'âne se frotte à l'âne....

Et quelle force d'âme, lorsqu'il fit guillotiner le militant communiste Yveton. Croyez-vous qu'un homme de gauche eût agi de si magnifique façon?

Il n'empêche! Des fâcheux, des malfaisants, s'ingénient à propager le trouble, à interroger minablement: «*Mitterrand est-il vraiment de droite?*».

Les marauds! ils ne méritent pas la corde pour les pendre...

Songez encore, qu'il a soutenu bec et ongles la V^{ème} République du Général de Gaulle, qu'il s'est battu jusqu'au bout de sa prostate pour le traité de Maastricht!

Oui, comme Laval, comme Pétain, comme Rocard, comme Delors, il «*souhaite la victoire de l'Allemagne*».

Enfin, récemment, pour aider l'économie libérale - c'est-à-dire capitaliste - il a tout mis en œuvre pour briser les syndicats, avec son ami Auroux, le moine soldat. Des hommes comme il en faudrait plus pour sauver le royaume de France...

Avez-vous délibérément décidé d'oublier que grâce à son action, le parti communiste en est réduit aux caquets?

Aurez-vous le front de nier qu'il n'a pas hésité à engager les armées de la République pour pilonner avec ses amis impérialistes américains les Irakiens, de Sadam Hussein, cet anté-christ?

Oserez-vous enfin soutenir qu'il fut le seul, en remettant au pas les médias, à redonner à ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême droite la place qu'elle mérite dans ce pays, c'est-à-dire 10% des voix aux élections?

Alors, cessons de le tourmenter, cessons de soupçonner, de calomnier le seul homme depuis la libération à avoir eu le grand courage de défendre et de développer les vraies valeurs que sont le Travail, la Famille et la Patrie

Non, ils ne réussiront pas à le salir, en instillant le doute dans l'esprit des français.

Pas une once, pas une ombre, pas une tâche indélébile, pas une trace, de quelque action de gauche que ce soit chez ce président là!

Il fallait que ce fut dit, C'est dit!

Joël BONNEMAISON.

«SANGRE, SUDOR Y LAGRIMAS»

«Sang, sueur et larmes». C'est par ces trois mots qui se passent de commentaires, que le quotidien moderniste «EL PAIS» résume le «*plan de fer*» adopté par le gouvernement pour «*contenir le déficit sans créer d'emploi*». Ajoutons que, non seulement, il ne créera pas d'emploi, mais qu'il en supprimera des centaines de milliers.

Telle est la loi du capitalisme, en Espagne comme ailleurs. Gérer la crise avec une croissance zéro (et même une croissance «*négative*» comme la qualifie désormais la B.E.R.D. pour plusieurs pays, la Pologne par exemple) ne peut pas produire d'autres conséquences que l'augmentation du chômage, la destruction brutale de tous les acquis sociaux, donc le développement de la misère.

Confrontés à cette situation, les militants ouvriers ont le choix: soit accepter cette situation qualifiée d'inéluctable, c'est-à-dire capituler, devenir des supplétifs subsidiaires chargés d'appliquer les orientations organisant le partage de cette misère.

Soit refuser cette logique, et rester sur le seul terrain de la défense des intérêts de la classe ouvrière, s'organiser en conséquence, pour revendiquer, en premier lieu, l'augmentation des salaires, retraites et pensions.

Augmenter les salaires...

Aujourd'hui, la revendication d'augmentation des salaires est révolutionnaire.

Les organisations syndicales qui se situent sur ce terrain ne font pas autre chose que remplir leur rôle naturel, celui pour lequel elles existent, ainsi que l'ont voulu des générations de travailleurs.

L'augmentation des salaires s'oppose radicalement à la «*nécessité du partage*» qui inclut obligatoirement la baisse des salaires et que vient de rappeler la Commission sociale de l'Épiscopat: «*au nom de la dignité humaine*», c'est sous ce titre que le gouvernement de l'Église vient de rendre publique une déclaration: «*face au chômage, changer le travail*». Le Président de la commission sociale écrit dans la présentation: «*le chômage n'est peut être pas un manque de travail dans une société, mais manque d'idées*»!!! et «*le travail rémunéré n'est le centre de la vie, ni même la composante la plus importante... Notre culture lui a sans doute accordé une valeur excessive... Il (le travail) n'est plus lié à la seule production de biens consommables*»...

Il faut donc recourir à l'idée de «*fécondité sociale*», c'est-à-dire d'un travail produisant non seulement des biens et services, mais «*du lien social*».

Édifiant, mais pas nouveau. Dès le mois de septembre 1982, le même *Conseil permanent de l'Épiscopat* lançait un appel «*pour de nouveaux modes de vie*».

Les textes publiés à l'époque invitent les chrétiens à être à l'avant garde pour «*susciter des conventions et des modes de vie qui rompent de manière décisive avec une frénésie de consommation épuisante et sans joie*»... S'ensuivait, dans la résolution épiscopale plusieurs constatations et propositions.

Citons-les:

- l'un des moteurs efficaces de la consommation a été, pour chacun, le vif désir d'atteindre le niveau de vie de la catégorie sociale jugée immédiatement supérieure à la sienne.
- le besoin de consommation ainsi stimulé a fait naître parfois, pour anticiper sa satisfaction la course aux emprunts entraînant la pratique excessive du cumul des emplois.
- la croissance continue a entraîné des pratiques inégalitaires. Des groupes catégoriels ont su s'organiser pour obtenir des avantages contractuels ou légaux garantis indéfiniment.
- le sentiment illusoire qu'il resterait des surplus à partager entre tous a engendré un système de protection sociale tellement complexe qu'il est parfois inaccessible aux plus démunis. Étendu à l'indemnisation du chômage, il est facilement altéré par des abus, malgré les valeurs qu'il comporte ...
- alors que certains ménages bénéficient du cumul de salaires plus que suffisants, le renoncement total ou partiel à l'entre eux, celui de l'homme ou celui de la femme, faciliterait le partage du travail...
- le cumul d'un emploi et d'une retraite suffisante peut poser question. Dans certains cas, renoncer au premier développerait la possibilité d'exercer une autre activité, par exemple dans la vie associative.

La femme au foyer!!!

- certains foyers, lorsque les enfants sont élevés et les besoins en voie de diminution pourraient envisager la retraite anticipée.
- il semble que l'on n'ait pas encore suffisamment exploré la possibilité d'emplois à temps partiel, au moins à certaines époques de la vie d'une famille.
- une société dans laquelle le travail *«au noir»* est aussi répandu dans la plupart des catégories sociales ne peut être une société de justice.
- toutes les inscriptions au Fonds de chômage sont-elles pleinement justifiées ?
- si le système de répartition des charges sociales freine l'emploi plus qu'il ne le stimule, il convient de le réexaminer. En contrepartie, les dispositions nouvelles devraient inciter l'embauche.
- dans la mesure où la sécurité des uns a pour contrepartie l'insécurité des autres, il serait anormal de lutter sans discernement pour le maintien des avantages acquis et des dispositions qui les consacrent.
- dans les conditions actuelles, on ne peut en rester à une attitude nourrie de préjugés et systématiquement critique qui cacherait un refus de participer à la solution des difficultés communes.

C'est ce programme que Jacques DELORS, rencontrant le pape à Strasbourg en 1988, commentait ainsi: *«Rappelez-vous cette déclaration - une référence pour moi - des Évêques en 1982»*.

Nous savons comment les gouvernements sociaux chrétiens qui se sont succédés depuis cette époque ont scrupuleusement obéi à ces commandements.

L'ordre mondial...

Imperturbable, l'Église catholique, gardienne de l'ordre naturel voulu par Dieu, continue siècle après siècle, à propager et imposer sa doctrine avec une remarquable continuité.

Rappelons-nous, sans remonter très loin, l'encyclique de Pie XI du 23.12.1922, *«La paix par le Christ»*.

«Partout on trouve le dédain des biens éternels que le Christ ne cesse d'offrir à tous par son Église et une soif insatiable de posséder les biens éphémères et caducs d'ici-bas.

Or, ces biens matériels ont pour effet, si on les recherche avec excès, d'engendrer des maux de tout genre et tout d'abord la corruption des mœurs et la discorde. Car, vils et grossiers de leur nature, ils ne peuvent rassasier le cœur de l'homme, qui, créé par Dieu et destiné à jouir de sa gloire, est voué à vivre dans une instabilité et une inquiétude perpétuelles aussi longtemps qu'il ne se repose pas dans le sein de Dieu.

De plus, ces biens étant fort limités, la part qu'en reçoit chacun diminue à mesure que grandit le nombre de ceux qui se les partagent; tandis que les biens spirituels, même répartis entre un grand nombre, les enrichissent tous sans être amoindris. Il s'ensuit que, impuissants à satisfaire tout le monde également et ne pouvant rassasier personne complètement, les biens terrestres deviennent de ce chef des sources de discordes et d'animosités, et sont vraiment vanité des vanités et afflictions de l'esprit».

Aujourd'hui comme hier, c'est toujours la même haine du progrès et du bien être matériel.

Le syndicalisme de la feuille de paie...

C'est pourquoi, oui, mille fois oui, le syndicalisme de la feuille de paie, c'est-à-dire celui qui se préoccupe d'améliorer les conditions matérielles d'existence des salariés, doit être conforté: ceux qui s'en écartent se rangent obligatoirement dans le camp du renoncement.

C'est pourquoi aussi, nous continuerons d'affirmer que ceux qui ont renié le combat anticlérical, ceux qui se sont faits complices de l'Église, en présentant ses prétendues évolutions comme progressistes, sont responsables de nos défaites.

Les résultats concrets du *«compromis historique»*, dont on ne dénoncera jamais assez les méfaits sont éloquents: ils condamnent définitivement ses zéloteurs, fussent-ils désormais rebaptisés rénovateurs, re-constructeurs, refondateurs.

En cette fin de 20^{ème} siècle, ceux qui n'abdiquent pas, ceux pour qui l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ceux qui ne croient pas à la fin de l'histoire, ont à construire ensemble, à partir des acquis organisationnels déjà existants, la maison commune, qui permettra à la classe ouvrière,

à tous les niveaux, y compris, et sans doute surtout, au niveau international, d'organiser, de contrôler son propre mouvement, sans craindre d'en être exproprié.

Jo SALAMERO.

CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHES SUR L'ANARCHISME

B.P. 40 - 13382 Marseille cedex 13 - Fax : 91 05 32 84
Siège et permanences: 3, rue Saint-Dominique, 13001 Marseille

POUR INFORMATION

Le C.I.R.A. de Marseille a été fondé en 1965, comme annexe du Centre International créé à Genève en 1958, et installé, depuis le printemps 1991, dans ses propres locaux situés 24, avenue Beaumont, CH 1012, Lausanne.

Le Centre de Marseille, de son côté, a aménagé en juin 1991 dans de nouveaux locaux (adresse ci-dessus) à 150 m de la gare et à 50 m de la fameuse «*Canebière*».

Le(s) C.I.R.A. ont ainsi réuni et constituent aujourd'hui un des principaux fonds de documentation sur l'anarchisme (plusieurs dizaines de milliers de livres, brochures, périodiques, tracts, affiches, etc.) en 7 langues.

De nos jours, le(s) C.I.R.A. est (sont) :

- une bibliothèque
- un centre de recherches et de contacts entre chercheurs et militants,
- un musée-archive du mouvement anarchiste mondial.

La gestion, assurée de façon collective et par des bénévoles, n'en est pas moins rigoureuse. Elle a toujours cherché à offrir la plus grande garantie possible aux donateurs et aux dépositaires quant à la sécurité et au bon usage de leurs dons et legs.

Pour tout autre renseignement, il suffit d'écrire! Une réponse vous sera faite dans les meilleurs délais...(A titre d'information, Marseille répond à quelque 200 demandes par an, dont certaines nécessitent plusieurs heures de recherches!). Ne pas oublier de joindre une enveloppe timbrée pour toute demande, et noter que les contributions financières (ou les dons) sont également reçus avec plaisir car le C.I.R.A. ne peut fonctionner sans le soutien de ses membres.

Le Comité de Gestion.

ÉCHANGE DE CORRESPONDANCES

La publication dans le dernier numéro de *l'Anarcho-Syndicaliste* de mon article intitulé *GAUCHE... DROITE* a suscité un échange de correspondances entre l'ami LAMBERT et moi-même.

Comme nous n'avons rien à cacher et que les problèmes que nous évoquons dans nos lettres se posent effectivement au mouvement ouvrier, nous sommes convenus de les publier.

Voilà qui est fait!

Alexandre HÉBERT.

Paris, Le 19 octobre 1993

Mon cher Alex,

Des camarades m'ont fait part de leur étonnement à la lecture du dernier numéro de *l'Anarcho-syndicaliste* (octobre 1993). Connaissant nos relations, quelquefois orageuses, mais toujours amicales, ils se demandaient si ton article «Gauche...Droite» ne visait pas à polémiquer contre les positions qui sont les miennes. Je n'avais pas lu cet article, je l'ai donc lu. Cela dit, et bien que tu t'en doutes, je ne partage pas certaines de tes positions, je ne pense pas qu'il faille y voir une «déclaration de guerre».

Sans aborder les nombreuses questions que tu soulèves dans cet article, je me bornerai à deux observations.

La première: il est de fait que le gouvernement Mitterrand-Balladur proroge les mesures prises par les gouvernements «socialistes» qu'il a remplacés - continuité dans le changement. Il est de fait que c'est précisément pour avoir trahi le mandat de 1981, qui appelait à la «rupture avec le capitalisme», que le P.S. et le P.C.F. ont essuyé la défaite électorale de mars 1993 suivie par celle d'Évin en septembre 1993.

Il me semble que la trahison du mandat est tout entière incluse dans cet autre fait indéniable: Mitterrand et le P.S., après avoir dénoncé la Constitution réactionnaire de la V^{ème} République, ont coulé leur pratique gouvernementale dans ses institutions antidémocratiques afin de promouvoir cette politique anti-ouvrière dont nous connaissons les résultats.

Et Étienne Garnier, dans tout ça? N'est-il pas RPR, le RPR n'est-il pas une composante de la V^{ème} République? Et Balladur? ... Veil, Giraud, etc...?

Deuxième observation: nous connaissons nos divergences et nous connaissons l'un et l'autre, militants lutte de classe, l'accord fondamental qui est le nôtre: en toutes circonstances, défendre l'indépendance de classe du mouvement ouvrier qui, pour l'un et l'autre, s'appuie sur un programme; pour toi, les positions anarcho-syndicalistes, pour ma part le programme marxiste de la IV^{ème} Internationale.

Mais nous avons l'un et l'autre analysé l'effroyable décomposition du mouvement ouvrier officiel, qui dégage et va dégager des groupements, tendances et organisations à la recherche de l'indépendance de classe. Nous avons convenu depuis déjà un long moment que ce ne sont pas par des ultimatum que de nouvelles représentations politiques de la classe se reconstruiront. C'est seulement par la libre discussion, qui, néanmoins doit se fixer un cadre. Les quatre points de la Charte du MPPT et le programme d'action adopté par le Congrès constitutif du P. T. constituent le cadre dans lequel, sur la base du respect de la démocratie ouvrière et des positions des uns et des autres, il sera possible de poursuivre un combat difficile, semé d'obstacles, pour construire cette représentation politique en France et, sur le plan international, avec l'Entente internationale des Travailleurs que nous avons constituée avec d'autres groupements et formations à la 1^{ère} Conférence Mondiale de Barcelone pour l'Internationale Ouvrière.

J'en ai trop dit.

Amitiés,

Pierre LAMBERT.

Nantes, le 19 octobre 1993

Mon cher Pierre

Inutile de te préciser que mon article de *l'Anarcho-syndicaliste* n'était, en aucune manière, dirigé contre toi.

Il est clair, par exemple, que je ne t'ai jamais classé parmi les «*philistins de la petite bourgeoisie*».

Pour être plus précis et afin qu'aucune équivoque ne subsiste, disons, par exemple, que je serais plutôt tenté de ranger dans cette catégorie Pierre BROUÉ qui autrefois, fût des nôtres et Bernard TEPER qui hante «*nos milieux*» ou, du moins, ceux qu'il nous arrive de fréquenter.

Je ne pense pas, non plus, que tu confondes partis de gauche et partis ouvriers et je ne te rends pas personnellement, responsable de certaines formulations, parfois hasardeuses, relevées dans *Informations Ouvrières*.

Quant au «*mandat*» de 1981, cela mériterait, effectivement, plus ample discussion. Peut-être conviendrait-il de distinguer entre mandat et mots d'ordre électoraux qui ne comportaient pas seulement la fameuse

«stratégie de rupture avec le capitalisme» mais aussi, par exemple, «l'auto-gestion» dans le cadre de la «planification démocratique».

Quant au «R.P.R., Balladur, Étienne Garnier et autres Veil et Giraud», j'espère que tu ne penses pas que je puisse m'illusionner sur les liens qui les unissent à la V^{ème} République.

Mais, aujourd'hui, qui, à part nous, remet en cause les institutions de la V^{ème} République? Pas plus les partis de gauche que de droite et assurément pas François Mitterrand qui prétend l'incarner mieux que De Gaulle lui-même.

Cela étant, je reconnais bien volontiers que les choses ne sont pas faciles et qu'il nous faut faire preuve de beaucoup d'imagination et de fermeté politique pour sortir la classe ouvrière du merdier dans lequel l'a plongé la «trahison des clercs». Alors, raison de plus.... pour discuter!

De ce point de vue, j'estime que les «camarades qui t'ont fait part de leur étonnement» n'auraient pas dû se contenter de lire attentivement mon édito, mais auraient dû lire également la note que je consacre dans le même numéro de *l'Anarcho-syndicaliste* au *Parti des Travailleurs* et aux «quatre points de la Charte».

Décidément, j'ai de sérieux problèmes de «communication». Je suis désolé que mon article ait pu faire croire que je doutais de ta qualité de militant ouvrier. Mais si c'était le cas, comment aurais-je pu collaborer avec toi depuis tant d'années?

Bien entendu, ni l'amitié ni le combat commun ne saurait t'interdire de penser qu'il m'arrive de me tromper... et la réciprocité est vraie!

Toujours cordialement à toi.

Alexandre HÉBERT.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Secrétaire de Rédaction: Joël BONNEMAISON.

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.

N° CPPAP: 63485
